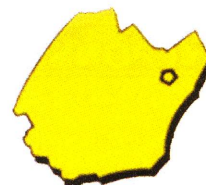


HISTO-MONS



La lettre de l'Association Historique de Mons-en-Barœul

Correspondance : 3 rue Paul Claudel 59370 Mons-en-Barœul ☎ 03 20 56 32 01
Local : Cour sud Fort de Mons-en-Barœul - Site internet : www.histo-mons.com

ÉDITORIAL

LETTRE TRIMESTRIELLE - N°15 – JANVIER 2006



L'éditorial de début d'année est toujours une occasion agréable de présenter des vœux. Cette excellente tradition me permet de formuler pour tous des souhaits de joie, bonheur et réussite. Bien sûr les espoirs sont également pour l'association, avec de nombreux projets qui devraient se concrétiser.

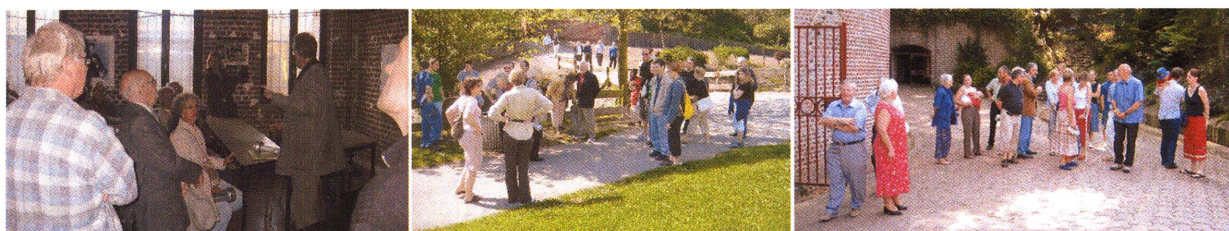
Nous avons dépassé les 150 adhérents. Une nouveauté : la carte de l'association.

Nous avons pu faire le point, le dimanche 11 décembre dernier, lors d'une sympathique assemblée générale, qui se termina par une réception conviviale au « Trait d'union » (photos ci-dessous). Ce fut l'occasion, avec deux projections, de revivre les moments forts de l'année 2005. Merci à Anne-Marie Delpierre et Anne-Marie Verley de rejoindre le conseil d'administration. Bravo aux 2/3 des adhérents, qui, au 31 décembre, avaient déjà envoyé leur cotisation pour 2006 ; avec cette lettre, ils recevront leur carte de membre.



En 3 ans : 3 000 visiteurs ont découvert le Fort de Mons-en-Barœul.

Les visites du Fort qui se déroulent désormais chaque premier dimanche du mois, ont vu passer en 2005, avec les visites supplémentaires pour les groupes, un millier de personnes. En 3 ans, depuis l'organisation des circuits découvertes, ce sont donc 3 000 visiteurs qui ont pu admirer cet élément du patrimoine monsois (photos ci-dessous).



En 2005 : 2 000 personnes pour l'événement « Autour de Gabriel Pagnerre ».

L'événement « Autour de Gabriel Pagnerre » a attiré de son côté 2 000 personnes, entre les expositions, les projections, les circuits pédestres et cyclistes. Ce qui nous conforte, outre les éloges et remerciements, c'est d'avoir pu toucher des publics très divers, de tous âges et de tous horizons. L'implication de 14 associations dans cette démarche commune fut une autre source de satisfaction.

2006 : une « Bonne Année » !

Cette année 2006 paraîtront le livre en souscription sur Gabriel Pagnerre, ainsi que le DVD « Sur les traces de Pagnerre ». Une nouvelle exposition dans le cadre des Journées du Patrimoine, fera découvrir l'œuvre de la famille Delgutte, mais nous aurons l'occasion d'en reparler. Une équipe dynamique et renforcée permet déjà de prédire une « Bonne Année 2006 ». Jacques Desbarbieux, président.



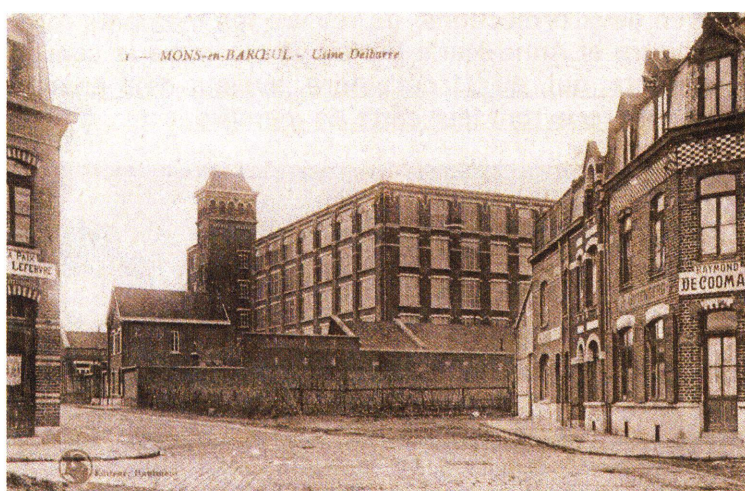
Une enfance monsoise (4)

Robert Taymans, secrétaire de l'association « Vapeur 45 », termine ici le récit des « Souvenirs en vrac », qu'il a écrit avec l'aide des ouvrages que nous avons édités.

Ouf ! ils sont enfin partis

Certains pensent que la fête c'est cela : le Gutenberg que l'on voit sur le côté droit de la photo aurait été pendant la guerre un lieu d'échanges franco-allemands, et ce qui est certain, c'est qu'en septembre 1944 la foule massée devant le café assistait à la tonte de quelques dames et demoiselles.

Pour moi l'usine Delbart-Mallet c'est tout autre chose. En 1914-1918 elle a été occupée par les troupes allemandes, mes grands-parents habitant la loge que l'on aperçoit juste à l'entrée. En 1942-1944 sa toiture avait reçu une batterie de flak. Cette usine avait un terrain de football bien clôturé, transformé en parcelles de jardins ouvriers pour le personnel.



Les fêtes ou commémorations se succèdent. Des gens qui se sont rencontrés dans les réseaux n'ont pas eu le temps de faire vraiment connaissance au cours de leurs activités clandestines. C'est ainsi qu'un ami de mon père, sauf erreur Hector Duthilleul, membre d'un réseau reconnu, lui présenta, à l'occasion d'une prise d'armes... son propre frère Désiré. Pour la famille c'était le bon à rien, celui qui avait une maîtresse (puisqu'il quittait la nuit le domicile conjugal). En fait il faisait simplement partie du WO*.

À la Libération, le Gutenberg passait pour avoir été un lieu... d'échanges franco-allemands.

*War Office réseau du capitaine Michel

L'oncle Raoul, qui avait fait la « première », avait cédé brusquement son commerce à Lille suite aux visites de la Gestapo. Capitaine, chargé désormais de la sécurité sur la frontière, il a un bureau à la chambre de commerce et conduit une voiture récupérée aux Allemands.

Rue des Fleurs, dans l'une des maisons de gauche, habitait un facteur des PTT, M. Froideval. Il hébergeait parfois des commerciaux étrangers qui venaient « faire la foire commerciale ». Sauf erreur l'un d'eux devint président d'un état d'Afrique noire.

Sur la façade du stade Jules-Lemaire, à droite de la photo p. 150 de *Mons-en-Barœul, du village à la ville*, le volet roulant donnait accès aux tribunes. Plus loin le magasin était une herboristerie, transformée plus tard en atelier de fabrication de persiennes. L'artisan qui l'occupait était un personnage ! D'origine russe, il pratiquait la pétanque sur le parking d'en face et le volley-ball où il excellait. Il était toujours vêtu de sa combinaison bleue de travail sauf le lundi de Pâques : « Aujourd'hui Robert, Christ est ressuscité. »

Quelques portes plus loin, on trouvait l'entrée des vestiaires. Les footballeurs étaient déjà des vedettes mais on pouvait les approcher, leur parler. Il nous est même arrivé, avec les copains, de jouer au foot avec les Daruy, Bielle et autres Sommerlinck.

Le café du stade, d'abord tenu par M. et Mme Miroux, le fut ensuite par les époux Bocquet dont la fille avait épousé le fils des premiers.

Ce stade connut ses heures de gloire lorsque le LOSC dut quitter Henri-Jooris à Lille à la suite de l'écroulement d'une tribune. Toutes les grandes équipes françaises vinrent jouer à Jules-Lemaire. Les dimanches de matches, l'avenue Virnot était barrée par la police et il fallait montrer ses papiers pour rentrer chez soi. C'était l'époque où Lille gagnait le championnat et la coupe de France plusieurs années de suite. Aujourd'hui, à Villeneuve-d'Ascq, je dois discuter avec la police pour regagner mon domicile les jours de matches au Stadium. L'histoire est un éternel recommencement.

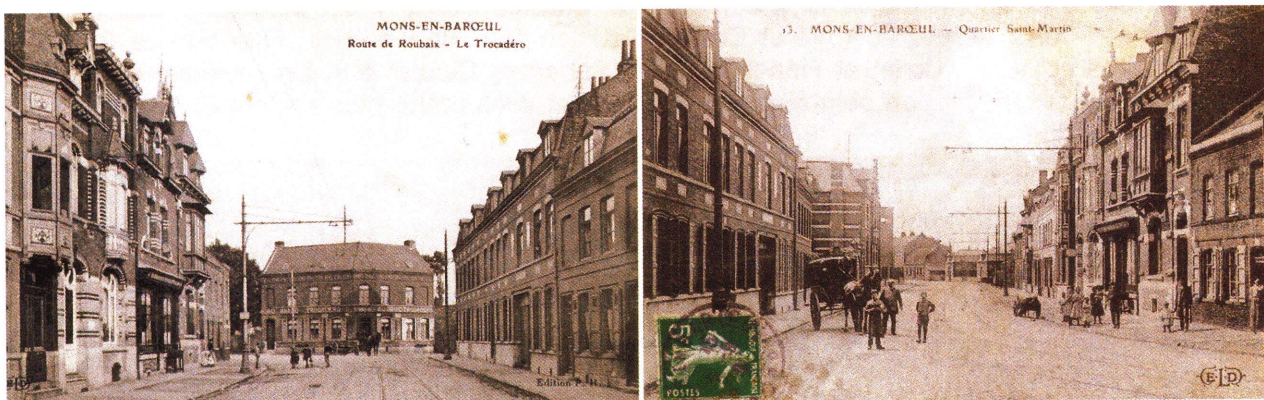
Robert TAYMANS (Fin)

MONS AVANT – MONS APRÈS – MONS AVANT – MONS APRÈS

Le café Saint-Mathias



Le café Saint-Mathias se trouvait au n° 265 bis route de Roubaix (qui deviendra la rue Daubresse-Mauviez). L'adresse actuelle est le 257 rue du Général de Gaulle. Il avait été construit par Louis Lucien Pagnerre, le père de Gabriel Pagnerre. Ce dernier avait eu son premier cabinet d'architecture juste à côté au 265 (n° 255 à ce jour). Sur cette photo prise en août 1939, un mois avant la déclaration de la guerre, on découvre étonnamment une certaine joie de vivre. Les clients attablés sont tous de la famille Poissonnier, à l'exception de l'artiste peintre Joseph Colomar à l'extrême droite. Cette famille sera gravement éprouvée au cours de cette guerre, qui n'a pourtant pas l'air de s'annoncer. Henri Poissonnier, né en 1900, absent lors du passage du photographe, sera arrêté le 19 juin 1944. Une rue monsoise porte le nom de ce résistant, déporté en Allemagne dans les mines de sel de Kokendorf et mort au camp de Vainingen en février 1945. De gauche à droite posent pour la photo : Jean Vanneuvin, Denise Poissonnier, née en 1923 (fille d'Henri, avec un caniche sur les genoux), Agnès Vanneuvin-Poissonnier (la femme de Jean et sœur aînée de Denise) née en 1918, Noémie Dangreau-Poissonnier (la tante), Maria Meheus-Poissonnier, née en 1895 (la mère d'Agnès, Denise et Henriette), Henriette Poissonnier, née en 1933 (la plus jeune sœur), Alfred Poissonnier (le père d'Henri et le grand-père d'Agnès, Denise et Henriette) qui sera le tenancier de ce café jusqu'à son décès en 1947 et Joseph Colomar (artiste peintre renommé). Debout, sur la gauche de la porte d'entrée, le propriétaire d'un café de la rue Franklin.



Sur les cartes postales ci-dessus, prises en sens opposés, on remarque la devanture du café Saint-Mathias, dans les années 1910. Un autre café tout proche était le « Grand Trocadéro », on le voit au centre sur la carte de gauche. Il sera détruit en 1982 pour l'aménagement du carrefour. En face du Saint-Mathias la maison de vins et spiritueux Jules Tiers, qui deviendra plus tard un cabinet vétérinaire.

MONS AVANT – MONS APRÈS – MONS AVANT – MONS APRÈS

La Corroierie et bourrellerie Charles Deroy

C'est grâce à ce rare document que nous a procuré Madame Mahieu née Deroy, qu'il est possible d'évoquer cette activité. Cette bourrellerie était située au n° 304 de la rue Daubresse-Mauviez (actuelle rue du Général de Gaulle) à l'entrée de la rue du Barœul. Le bourrellier fabriquait essentiellement des pièces de harnais pour les chevaux (dont les brides), et des articles en cuir tels que courroies et sacs. On remarque des détails intéressants avec la tenue des ouvriers (en tabliers de cuir et sabots) et la rue qui est en cours de pavage.



La corroierie (selon l'orthographe actuellement employée) était une fabrique où l'on effectuait le corroyage des peaux après tannage afin de les amener à l'état de cuir fini. Le panneau situé au-dessus de l'entrée de la « Corroierie de Charles Deroy » est agrandi ci-dessous. On peut y lire « Cuir Lissés. Corroyé et Croûté. Articles pour Bourrellerie. Fabrique de Brides et Sabots. Gros et Détail. Collet et Flanc. Couleurs Sabarons Clouterie ». On retrouve certains de ces termes dans l'inscription peinte, à peine visible, et sans doute plus ancienne.



1905 : L'Église et l'État divorcent

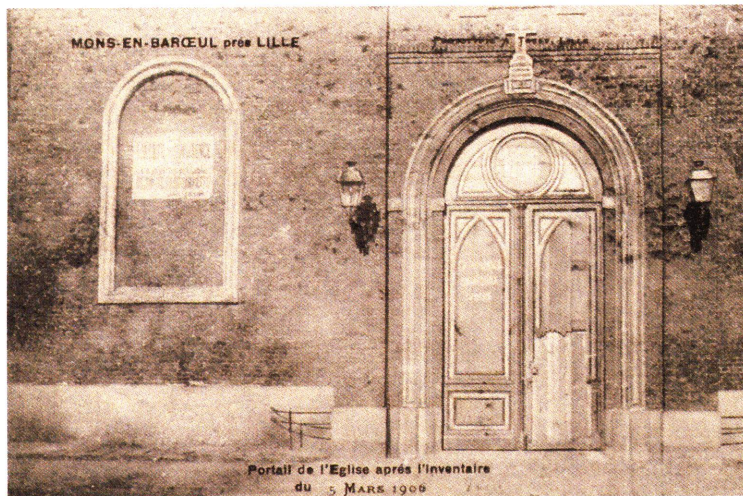
Aux termes de la loi du 9 décembre 1905, le Concordat de 1802 fut aboli et la République proclama la séparation des Églises et de l'État, l'Église catholique étant la plus représentée en France. En même temps l'État cessa de rémunérer les ministres du culte : curés, pasteurs, rabbins, etc. Les conseils de fabrique, nom que l'on donnait aux organismes gérant jusqu'alors les biens des paroisses catholiques, furent supprimés et il fut décidé de répertorier ceux-ci en vue de les confier à des associations culturelles, formule que l'Église refusa. Dans le Nord, les opérations d'inventaires commencèrent il y a cent ans, le 22 janvier 1906.

À Mons-en-Barœul, elles eurent lieu en deux fois. Le 2 mars 1906, M. Pierret, receveur de l'Enregistrement, dut rebrousser chemin, car on refusait de lui ouvrir les portes de l'église Saint-Pierre. Il revint le 6 mars.

Le regretté Charles Lainé, dans un article de la revue *Plein Nord*, a repris en juillet 1994 le compte-rendu de *La Dépêche* dont nous donnons ici de larges extraits. Le ton de ce quotidien lillois de droite dénote bien les affrontements qui opposèrent alors les catholiques au maire socialiste Victor Lelièvre et à ses partisans surnommés « apaches » par leurs adversaires monsois.

Inventaires monsois du 6 mars 1906. Le compte-rendu de « La Dépêche »

« Hier a eu lieu l'inventaire de l'église de Mons-en-Barœul », écrit ce journal le 7 mars. « À 11 h, la Gendarmerie et une compagnie de chasseurs à pieds, commandées par le capitaine Bernard, arrivent et font le vide autour des rues de l'Abbé de l'Épée, Rollin et Jeanne d'Arc. La population étant avertie grâce au fameux citoyen-maire qui, en plein cimetière, dimanche dernier, avait convoqué ses apaches, espérant qu'ils seraient venus faire une contre-manifestation ».



Plus de deux cents fidèles étaient enfermés dans l'église et n'ont cessé de chanter avec ardeur pendant quatre heures des cantiques pleins de foi. Aussitôt l'arrivée des troupes, le tocsin retentit pour avertir ceux des fidèles qui l'ignoraient que l'inventaire va se faire. Pendant une demi-heure, on peut encore pénétrer dans l'église en trompant la surveillance des gendarmes, bien penauds lorsqu'ils s'aperçoivent que, s'ils gardent une porte, on entre par l'autre.

Les 4 cartes postales éditées, en phototypie par A. Jouly, pour la circonstance, portent la date du 5 mars 1906.

À midi, M. le Curé Rigaut reçoit notification que l'Inventaire se fera à midi et demie. À l'heure prescrite, M. Langlet, créé commissaire spécial pour la circonstance, frappe à la porte de l'église et demande, au nom de la Loi, qu'on la lui ouvre. Naturellement, on n'obtempère pas à ses désirs. Il s'enquiert aussitôt des crocheteurs attirés, mais ceux-ci ne sont pas arrivés.

Le commissaire, probablement très pressé d'accomplir sa besogne et piétinant sur la loi [sic] qui ordonne des sommations par tambour, requiert deux sapeurs des chasseurs à pieds. Ceux-ci, avec leur hache et aidés par le fossoyeur de la commune, Louis Riquier, commencent à entamer le grand portail de l'église : il est midi quarante ! Un quart d'heure après, arrivent les inévitables crocheteurs de la Maison Bourre-Thibaut & Cie de Lille. Ils ont caché tous leurs outils sous des bâches, craignant la fureur de la population. Ils ont bien la tête de l'emploi. Ils s'attachent à leur tour à la besogne, suant sang et eau, mais les barricades résistent et pendant une heure et demie, ils ne peuvent en être maîtres. Pendant ce temps, on remarquait, sur la place de l'église, la présence du citoyen-maire Lelièvre qui cherchait mais en vain ses apaches.

« L'effraction »

Enfin, le commissaire pénètre, suivi de M. Pierret, agent des Domaines, de deux témoins, et du maire qui suit comme un chien. Il avait une revanche à prendre, car à la première tentative d'inventaire, on s'était dispensé de le convoquer et il avait attendu à la mairie pendant deux heures qu'on vint le chercher. Arrivé près du banc de communion, le commissaire présente M. Pierret à M. le Curé qui est entouré d'un très grand nombre d'hommes parmi lesquels les membres du Conseil de fabrique.



M. le Curé lit une nouvelle et très énergique protestation pendant laquelle le maire fait de vains efforts pour rester correct. M. Delbecque lit ensuite une protestation au nom du Conseil de fabrique à laquelle il joint la revendication de Mme Delecaille, présidente de l'Œuvre de Sainte-Elisabeth, qui possède des ornements sacerdotaux. On passe outre naturellement. Le simulacre d'inventaire commence, la sacristie est crochetée, ainsi que toutes les armoires. Au bout d'une demi-heure, ces messieurs sont reconduits par la foule jusqu'à la porte aux cris de *Vive Jésus-Christ* et *Liberté*. Aussitôt, les barrages sont rompus et les fidèles restés à l'extérieur peuvent pénétrer dans l'église et admirer la belle besogne de cette bande de crocheteurs.

« M. le Curé monte en chaire et remercie, les larmes aux yeux, les fidèles paroissiens, venus si nombreux l'assister pendant ce douloureux moment. Un salut de réparation est chanté, puis la foule se retire à 3 h et demie. Longtemps, les habitants de Mons-en-Barœul se souviendront de cette affreuse journée : ils le prouveront au moment des élections. Il est à remarquer que, malgré les appels réitérés du citoyen-maire, pas un cri hostile n'a été poussé par cette population en grande partie ouvrière. »

Pour le bureau de bienfaisance

Dans d'autres communes, les choses se sont déroulées de façon plus violente comme dans certaines où il y eut des bagarres avec blessés, voire un mort à Boeschèpe. Ainsi, un jeune Monsois du nom de Vandekerkove fut condamné à un mois de prison par le tribunal de Lille à cause de sa conduite pendant « l'effraction » de l'église de Fives. L'église monsoise et son presbytère appartenaient désormais à la commune.



Le terrain valait 6 francs le mètre carré. Quant au contenu, il avait été estimé à 7 030 francs, dont 3 500 pour les grandes orgues et 300 pour 300 chaises. De plus, la « fabrique » possédait des rentes immatriculées à son nom et provenant par exemple de la Fondation Urbain Dondaine-Virnot, à charge de faire célébrer 50 messes basses à perpétuité... Tous ces biens, gardés sous séquestre après l'inventaire, furent attribués au bureau de bienfaisance de Mons par décret du 16 février 1910.